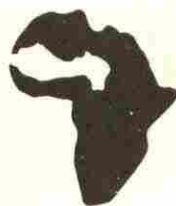


C I L S S

5190

COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL



PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR
DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

SECRETARIAT EXECUTIF



Burkina Faso



Cap-Vert



Gambie



Guinée Bissau



Mali



Mauritanie



Niger



Sénégal



Tchad

PROJET DIAGNOSTIC PERMANENT **PERMANENT DIAGNOSIS PROJECT**

4èmes REUNIONS DU COMITE TECHNIQUE
ET DE CONCEPTATION REGIONALE
BANJUL : 3 - 8 MAI 1987

RAPPORT D'ACTIVITES DE LA PHASE III
1er FEVRIER 1986 - 31 JANVIER 1987

MARS 1987

D16/87

COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL
(C.I.L.S.S.)

PROJET DIAGNOSTIC PERMANENT

QUATRIEMES REUNIONS DU COMITE TECHNIQUE ET DE
CONCERTATION REGIONALE -BANJUL: 3-8 MAI 1987

RAPPORT D'ACTIVITES

DE LA PHASE III

(1er FEVRIER 1986 - 31 JANVIER 1987)

OUAGADOUGOU, MARS 1987

D 16/87

S O M M A I R E

INTRODUCTION

I. BILAN DES ACTIVITES DE LA PHASE III

I.1. RENFORCEMENT DES STRUCTURES INSTITUTIONNELLES ET DECLOISONNEMENT DE L'INFORMATION.

I.1.1. Actions entreprises au niveau des Composantes Nationales

I.1.2. Actions entreprises au niveau de l'ECA

I.2. CONSTITUTION DE LA CENTRALE D'INFORMATION

I.3. MISE EN PLACE DES DISPOSITIFS FIABLES DE SUIVI DE CAMPAGNE ET D'EVALUATION DES RECOLTES.

I.3.1. Les dispositifs "classiques"

I.3.1.1. Actions entreprises au niveau des Composantes Nationales

I.3.1.2. Actions entreprises au niveau de l'ECA.

I.3.2. Le test en vraie grandeur du système d'Alerte Précoce (SAP au BURKINA FASO.

I.3.3. Le suivi pastoral au Mali

I.4. CONTRIBUTION A UNE PLUS GRANDE COMPREHENSION DU SYSTEME ALIMENTAIRE PAR LA MISE EN OEUVRE D'ENQUETES LEGERES (MARCHES DES CEREALES ET DU BETAIL).

I.4.1. Marchés céréaliers

I.4.1.1. Actions entreprises par les Composantes nationales

.../...

I.4.1.2. Actions entreprises au niveau de l'ECA

I.4.2. Marchés à bétail

I.5. ACTIVITES DE FORMATION

I.6. ACTIVITES DANS LE CADRE DU SYSTEME CILSS ET COLLABORATION AVEC
DIVERSES INSTITUTIONS

I.6.1. Recherche de cohérence au sein du système CILSS

I.6.2. Actions dans le cadre du réseau de "Prévention des Crises Alimentaires au Sahel" et collaboration avec divers partenaires.

I.7. ACTIONS POUR LA DEFINITION DE LA SUITE DU PROJET "DIAGNOSTIC
PERMANENT" APRES LA PHASE IV.

II. **SITUATION DE L'APPUI MATERIEL ET FINANCIER APORTE AUX COMPOSANTES
NATIONALES**

III. **CONCLUSIONS GENERALES**

INTRODUCTION

Le présent rapport fait suite aux deux précédents élaborés respectivement en fin Août 1985 et en Avril 1986. Il se propose de faire succinctement le point sur les différentes activités menées aux niveaux régional et national par le projet "Diagnostic Permanent ", durant la phase III (1er février 1986 - 31 Janvier 1987).

Il comprendra trois parties :

- La première établira le bilan des dites activités
- La deuxième fera le point de l'appui matériel et financier apporté par l'ECA aux Composantes nationales
- La troisième tentera de dégager quelques conclusions générales.

La démarche adoptée pour l'établissement du bilan, consiste à :

- . passer en revue les axes du programme
- . décrire, successivement pour chaque axe de travail, les actions entreprises au niveau de chaque pays, et au niveau de l'Equipe de Coordination et d'Appui.
- . et à tirer, autant que c'est possible, les conclusions partielles

I. **BILAN DES ACTIVITES DE LA PHASE III**

Après un premier diagnostic des systèmes d'information existant dans les différents pays du CILSS, réalisé dans la phase I, le projet "Diagnostic permanent" a défini pour les phases II et III, des objectifs généraux.

Les quatre axes suivant résument les objectifs de la phase III

- . Renforcement des structures institutionnelles et décloisonnement de l'information
- . Constitution de la Centrale d'information
- . Mise en place des dispositifs fiables de suivi de campagne et d'évaluation des récoltes (notamment le système d'alerte précoce).
- . Contribution à une plus grande compréhension du système alimentaire par la mise en oeuvre d'enquêtes légères (marchés des céréales et du bétail).

A partir de ces objectifs, un programme spécifique et adapté a été défini d'accord parties entre l'Equipe de Coordination et d'Appui (ECA) et chaque Composante Nationale (C.N.).

Dans ce cadre, des actions concrètes ont été engagées du 1er Février 1986 au 31 Janvier 1987, tant au niveau national (par chaque Composante Nationale), qu'aux niveaux sous-régional et International (par l'ECA). les pages qui suivent, tenteront sommairement d'en établir le bilan, en passant en revue les quatre axes cités plus haut, sans oublier de rappeler les actions menées dans le cadre du système CILSS, et de la collaboration avec les partenaires multiples. Elles feront aussi mention des actions pour la suite du projet "DIAPER".

.../...

I.1. RENFORCEMENT DES STRUCTURES INSTITUTIONNELLES ET DECLOISONNEMENT DE L'INFORMATION.

Il s'agissait de continuer à mobiliser et à rapprocher tous les collecteurs et décideurs d'un même pays et d'assurer au mieux la coordination de toutes les actions et l'harmonisation des méthodologies d'enquêtes.

De même, il fallait travailler dans le sens d'un réel décloisonnement de l'information au niveau sous-régional, voire International, en assurant un feed-back de l'information collectée dans les pays du CILSS, et en contribuant à une meilleure concertation entre les donateurs.

I.1.1. Actions entreprises au niveau des Composantes Nationales

Dans chaque pays, de nombreuses missions de sensibilisation ont été effectuées par le noyau central de la Composante Nationale, des réunions, des séminaires et ateliers d'harmonisation ont été organisés ça et là.

* La fonctionnalité des Composantes Nationales s'est beaucoup améliorée. En effet, la Guinée-Bissau, la Mauritanie, le Niger et le Tchad sont venus rejoindre le groupe des pays (Burkina et Mali) où la Composante Nationale présente une réalité tangible, et possède un noyau central qui joue pleinement son rôle. Le Cap-Vert et la Gambie conservent leur spécificité : le noyau central se réduit au seul service chef de file (respectivement "Gabinete de estudos e Planeamentos" (GEP), au Cap-Vert, et le "Programming, Planning and Monitoring Unit" (P.P.M.U.), en Gambie. Le Sénégal reste le seul pays où la Composante Nationale connaît encore des difficultés de coordination entre les différents services malgré l'espoir qu'avait suscité, un moment, l'atelier national sur l'harmonisation des Statistiques Agricoles au Sénégal, organisé en Avril 1986 par la Division des Statistiques Agricoles. La mission du Coordinateur à Dakar, en Janvier 1987 a permis d'attirer l'attention des responsables Sénégalais sur la question. Le séminaire sur les Statistiques Agricoles prévu pour les 6 et 7 Avril 1987 à Saly Portudal, pourrait remettre les choses en ordre.

.../...

* Les actions de coordination et d'harmonisation, donc de déclenchement de l'information, ont connu aussi un succès remarquable. Des séminaires et ateliers ont été organisés avec l'appui technique et financier de l'EC. Il s'agit notamment de :

- "Séminaire national de formation sur les Statistiques d'Elevage au Burkina", qui a eu lieu du 17 au 26 Juin 1986 à Ouagadougou. Financé conjointement par le C.E.B.V., la F.A.O. et le projet, et organisé par la Direction des Etudes et de la Planification (DEP) et la Direction de l'Elevage (D.E.), ce séminaire a regroupé tous les collecteurs du secteur d'élevage (42 participants) et a permis d'uniformiser les points de vue et les concepts sur les Statistiques d'Elevage.
- Séminaire national des 7, 8 et 9 mars 1986, sur les systèmes d'information du marché céréalier au Burkina : ce séminaire a eu lieu concomitamment aux deux missions conjointes de consultation envoyées par le Projet du 7 au 24 Mars 1986.
- Réunion le 18 Janvier 1987 de Concertation sur les programmes de collecte des données statistiques des ORD du Burkina.
- Deux séminaires collecteurs-décideurs sur les Statistiques Agricoles en Gambie, et organisés par le PPMU. le premier a eu lieu les 8 et 9 Octobre 1986 et a été financé par le Projet ; le second s'est déroulé du 23 février au 7 Mars 1987, avec un financement Américain (le GAD). ils ont permis de créer un consensus sur l'enquête "National Agricultural Sample Survey (NASS), exécutée par le PPMU sur financement du Projet.
- "Ateliers nationaux d'harmonisation des méthodologies d'enquête (Agriculture et Elevage)" au Mali ; organisés conjointement par l'Institut d'Economie Rurale (I.E.R.), la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI), la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA) et la Direction Nationale de l'Elevage (DNE), du 17 au 22 Mars 1986 à Bamako, et financés principalement par le Projet, ces séminaires ont regroupé tous les collecteurs des deux secteurs. Ils ont joué un rôle capital dans le processus de rapprochement et de coordination entre la DNA et la DNSI : ils ont jeté les bases de l'enquête conjointe

.../...

DNSI-DNA qui s'est déroulée durant la campagne 1986/1987 et qui a permis d'obtenir, pour la première fois au Mali, une source unifiée de données sur la production.

- Séminaire de formation sur la méthodologie du suivi du marché de bétail (20 participants) au Mali, organisé par l'OMBEVI à Bamako.
- "Séminaire national sur les Statistiques Agricoles" organisé par le service des Statistiques Agricoles, du 21 au 28 Février 1986 à Nouakchott. Financé par le Projet, et regroupant collecteurs et décideurs, il a débouché sur la mise en place du groupe technique pour le suivi de la campagne, la prévision et l'évaluation des récoltes.
- "Atelier national sur la collecte et le traitement des informations nécessaires au suivi de la stratégie alimentaire au Niger" : organisé du 15 au 19 Décembre 1986 par la Composante, sous l'égide de la Direction des Etudes et de la Planification (DEP) et financé par le Projet, il a donné l'occasion des débats riches sur le dispositif d'enquêtes agricole mis en place par la DEP, et sur les systèmes d'information nécessaire pour la stratégie alimentaire au Niger.
- Séminaire de formation sur la méthodologie de suivi des marchés à Bétail (18 participants), organisé par la DEP Elevage.
- "Séminaire national sur l'harmonisation des méthodologies d'enquête agricoles au Sénégal", organisé les 23 et 24 Avril 1986 à dakar, par la Direction de l'Agriculture (Division des Statistiques Agricoles). Financé par le projet "DIAPER", et regroupant tous les collecteurs de Statistiques Agricoles, il a permis de dégager un large consensus sur la méthodologie de l'enquête agricole pour la campagne 1986/87. Cette méthodologie a été conçue par une mission de consultation envoyée par le Projet.
- Plusieurs réunions, organisées à Ndjamena, en Avril 1986, juillet 1986, janvier et février 1987 sous l'égide du service des Statistiques Agricoles. Elles ont permis l'organisation et l'exécution de l'enquête agricole durant la campagne 1986/87.

.../...

Les deux dernières ont permis de jeter les bases de collaboration et de coordination, dans la mise en place pour la prochaine campagne du système d'Alerte Précoce au Tchad.

I.1.2. Actions entreprises au niveau de l'Equipe de Coordination et d'Appui (ECA).

L'ECA a agi par les différents moyens suivants :

- . Les missions multiformes : programmation, ou appui technique, ou suivi déroulement programme, ou/et collectes de données, et/ou évaluation, etc...
- . Les réunions sous-régionales (Inter-Sahéliennes) ou régionales et Internationales.
- . Les publications.

* Un des rôles de l'ECA a consisté, à travers les missions ponctuelles du Coordinateur ou des experts, à faire de l'animation auprès des membres de chaque Composante Nationale, en particulier du Chef de file, à susciter et à soutenir (techniquement et financièrement) tous les efforts nationaux de concertation, de coordination et d'harmonisation (1).

* Par le biais des réunions inter-Sahéliennes, l'ECA a favorisé une plus grande concertation entre responsables sahéliens, et permis dans bien de cas, la prise de décisions opportunes. C'est le cas de :

.../...

(1) C'est notamment le cas des missions au Tchad (Mars et Avril 1986, Janvier et février 1987) en Guinée-Bissau (Juin 1986 et Février 1987) et au Niger (Juillet et Novembre 1986 et février 1987) qui ont permis le déclenchement ou/et le renforcement du processus de mise en place effective dans ces pays aussi, de la Composante nationale.

- Troisième Réunion de Concertation Régionale du projet DIAPER", organisée à Bamako, en mai 1986, qui a discuté du rapport d'activité de la phase II et les perspectives de phase III.
- Quatrième Réunion des Responsables des Offices Céréaliers des pays du CILSS", organisée les 27 et 28 Octobre 1986 à Bamako, conjointement par le projet, et PRE-CRESAL. Cette réunion a permis de faire le point de la campagne de commercialisation 1985/86 et d'étudier les perspectives pour 1986/87.
- "Conseil Extraordinaire des Ministres du CILSS", organisé par le Secrétariat Exécutif, les 18-19 Novembre 1986 à Dakar. Préparé par le Projet, ce Conseil a étudié les bilans de la campagne de commercialisation 1985/86. Un bilan de la situation céréalière a été dressé (cf. docu. "Conseil Extraordinaire des Ministres" 18-19 19 Novembre 1986 à dakar).

* Sur la scène Régionale et/ou Internationale, l'ECA a été le porte-parole du CILSS dans les réunions portant sur les questions de prévention et de gestion des crises alimentaires dans le Sahel. Il en est ainsi de :

- Réunion du "Réseau de prévention et de gestion des crises alimentaires dans le sahel", organisée conjointement, les 13-14 Novembre 1986 à Paris, par le projet et le Club du Sahel sur la base de la prévision des récoltes faite conjointement par la FAO et le CILSS et sur la base d'informations diverses, le réseau a pu apprécier les perspectives alimentaires au Sahel pour la campagne 1986/1987.
- Réunion des 29 et 30 Avril 1986 à paris, sur les systèmes d'Alerte précoce (SAP). organisée par le Club du sahel, cette réunion a permis de faire le point de la situation sur ce sujet brûlant. Elle a formulé des recommandations insistantes sur la concertation et la coordination nécessaires pour mettre en place dans les différents pays du CILSS, des SAP.
- Séminaire organisé du 13 au 16 mars 1986, à Luxembourg par l'OSCE sur le thème "la Statistique au service des stratégies et des Politiques Alimentaires en Afrique", qui a été l'occasion pour l'ECA d'exposer la "démarche du Diagnostic permanent", dans la recherche des meilleures informations pour de meilleures politiques alimentaires.

.../...

* L'activité de diffusion n'est pas encore développée. cependant l'ECA a assuré la publication régulière de tous les rapports sur le suivi de campagne, ou sur l'évaluation ou l'amélioration des dispositifs d'enquêtes, ainsi que les comptes rendus des réunions : Conseil extraordinaire des Ministres, 4^{ème} Réunion des Offices Céréaliers etc...

Ce qu'il faut retenir dans les différentes actions menées en vue de la sensibilisation des collecteurs et décideurs, du décloisonnement de l'information, et d'une coordination des efforts, c'est l'engouement suscité pour les Statistiques Agricoles. Elles ont conféré au projet une grande audience nationale dans chaque pays.

Sans nul doute, c'est là le premier acquis important du projet. cet acquis est d'autant plus méritoire que le projet a au niveau régional, innové dans cette voie de mise en relation des partenaires nationaux.

A travers certaines opérations d'appui aux Composantes Nationales l'ECA permet au projet de jouer pleinement son rôle de "catalyseur pour la constitution de groupe de travail entre services qui, dans d'autres contextes, s'engageraient dans des actions probablement non coordonnées de collecte de données". C'est notamment le cas des deux missions conjointes de J. EGG et J.P. MINVIELLE au Burkina, du 7 au 24 Mars 1986, qui ont permis la mise en oeuvre d'une démarche globale pour un système d'informations sur le marché des céréales.

I.2. CONSTITUTION DE LA CENTRALE D'INFORMATION

Les objectifs de la centrale d'information avaient été présentés et discutés lors des troisième Comité Technique et Concertation Régionale tenus à Bamako en mai 1986. Le Comité Technique notamment, avait recommandé de limiter les ambitions du projet dans ce domaine. Ainsi, dans le cadre de la phase III, seuls "le fichier inventaire Statistique" et "la banque de données" étaient-ils inscrits au programme.

.../...

Il s'agissait de parachever ce qui avait été entamé durant les deux phases antérieures, tant au niveau des Composantes nationales, qu'à celui de l'ECA.

Le fichier d'inventaire élaboré à la phase I, a été actualisé dans beaucoup de pays, grâce aux efforts conjugués de l'ECA et des services nationaux. Le Cap-Vert et la Guinée-Bissau restent les seuls pays où ce travail est encore à faire.

Cet important fichier n'est pas encore informatisé, eu égard au fait que la priorité était accordée à la "Banque de Données".

Cette "Banque de Données" a été constituée pour tous les pays du CILSS : cf. Documents D6/87, D7/87, D9/87, D 10/87, D 11/87, D 13/87, D 14/87 introduits par le Document D 19/87 : "Présentation de la Banque de Données de base sur l'Agriculture vivrière et l'Elevage". Sa mise en oeuvre prouve que c'est une entreprise difficile à réaliser, et ce, à toutes les étapes.

La collecte a été faite dans quelques pays par les services nationaux. Mais dans la plupart des cas, c'est l'ECA qui a réalisé cette tâche, en substitution de la Composante nationale.

L'agrégation des données, leurs saisie et traitement informatiques, ainsi que la mise en forme et l'édition ont été effectués par l'ECA. Les différentes étapes se sont révélées comme autant d'opérations qui exigent un investissement non négligeable en temps et en matériels.

La multiplicité des sources des données primaires, dans un même pays, et parfois pour le même paramètre et, le manque de cohérence entre ces sources ont rendu la tâche d'agrégation très ardue.

Le retard dans l'acquisition et l'installation du micro-ordinateur (Olivetti M 24 SP) n'a pas permis à l'ECA d'achever à temps le travail de traitement.

.../...

Ainsi, l'analyse des données et les synthèses régionales font défaut.

Les documents présentés aujourd'hui ne sont qu'une première édition. Les prochaines éditions s'appliqueront à combler les lacunes. Ils constituent néanmoins le fruit d'efforts méritoires de l'ECA, soutenue en cela par l'Office des Statistiques des Communautés Européennes (OSCE) et le projet PRE-CRESAL.

L'OSCE a envoyé en octobre 1986 une mission d'appui (composée de Monsieur RÔSIÈRE venu de Luxembourg et Monsieur TRAORE, collaborateur de Monsieur G. HERVIO à Bamako) pour l'installation du micro-ordinateur.

Quant au projet PRE-CRESAL, il a donné à l'ECA, l'occasion de tirer profit de la présence constante de son expert informaticienne, dont l'appui a été décisif.

I.3. MISE EN PLACE DES DISPOSITIFS FIABLES DE SUIVI DE CAMPAGNE ET D'EVALUATION DES RECOLTES.

L'objectif visé ici était d'assurer un suivi conséquent de la campagne agropastorale à travers des dispositifs fiabilisés. Pour atteindre cet objectif dans le domaine agricole, deux types de dispositifs d'enquête ont été mis en place durant la campagne 1986/87 :

- . Les systèmes dits classiques, existants ou nouvellement conçus
- . Les systèmes dits nouveaux et légers : test en vraie grandeur du système d'alerte précoce au Burkina (S.A.P.).

Quelque soit le système, les objectifs comprenaient les volets suivants :

- . Suivi des cultures (phénologique et phytosanitaire)
- . Prévision et évaluation des récoltes
- . Suivi éventuel des prix des céréales
- . Suivi éventuel des stocks.

.../...

Dans le secteur de l'Elevage, l'opération concerne surtout le suivi pastoral général et local qui constitue un élément du système d'alerte précoce pour l'Elevage.

I.3.1. Les dispositifs "classiques"

Il s'agit ici des dispositifs d'enquête utilisés pour la collecte des Statistiques courantes, qui exigent souvent des moyens importants et qui produisent tardivement des résultats de campagne. En 1986/87, ces dispositifs ont souvent été conçus et réalisés dans tous les pays du CILSS selon la méthodologie exposée dans le document D 3/87 de l'ECA, intitulé "Présentation des dispositifs d'enquête existant dans les Etats-membres pour la collecte des statistiques agricoles courantes". Ce document rappelle d'abord dans une présentation générale, la stratégie définie par le projet, le cadre institutionnel de l'enquête, ses objectifs, la méthodologie, le plan de sondage, et les méthodes d'estimation et d'extrapolation. Puis, il décrit la spécificité de chaque pays.

Des tâches réalisées par les Composantes Nationales et l'ECA ont garanti un suivi de campagne, /avec plus ou moins de bonheur selon les Etats. ^{réussi}

I.3.1.1. Actions entreprises au niveau des Composantes Nationales

La mise en oeuvre de l'enquête agricole a été effectuée dans chaque pays par la (les) structure (s) nationale (s) compétente (s). L'ECA a tenté d'en faire le point à travers le document intitulé "Suivi-évaluation de la mise en oeuvre des dispositifs d'enquête agricole pendant la campagne 1986/87 dans les Etats-Membres et améliorations proposées pour la campagne prochaines".

Dans le dit document, sont expliqués, pour chaque pays, le contexte général de l'enquête, les moyens utilisés et l'organisation du travail. Ensuite le document évalue globalement l'enquête, apprécie les résultats et évoque les perspectives pour la prochaine campagne.

.../...

Le bilan général de cette mise en oeuvre est largement positif malgré les lacunes décélées dans les dispositifs des pays.

* Les aspects positifs se ramènent grosso-modo à ceux-ci :

- Réussite du projet dans son objectif d'harmonisation, au niveau sous-régional des méthodologies de collectes et de traitement de données des secteurs céréales et Elevage : en effet, le document D 3/87 montre que cet objectif est atteint largement, même si ç et là existent des spécificités. C'est là un deuxième acquis du projet.
- Grande capacité des services nationaux coordonnés à permettre u suivi de campagne sous-régional relativement correct : les documents N° 1, 2, 3, 4 et 5 du suivi de campagne 1986/87 que l'ECA a produits durant la campagne sont le fruit des informations collectées à partir des dispositifs en place. Même si la prévision (évaluation précoce) des récoltes n'a pas toujours été faite intégralement à partir de ces dispositifs, l'évaluation définitive, par contre, en est issue.
- Réussite du projet dans son objectif de mettre en place dans chaque pays un système unifié et harmonisé de collecte de statistiques agricoles basé sur un processus évolutif permettant un enrichissement progressif : en effet, en fin de campagne 1986/87 les intervenants dans la mise en oeuvre des dispositifs d'enquête agricoles, permettent de classer les pays du CILSS en trois groupes.
 - . Dans le premier (Cap-Vert, Gambie, Mauritanie et Niger), le système est unique, car il n'y a qu'un collecteur de statistiques Agricoles (respectivement, le GEP, le PPMU, les Services de Statistiques Agricoles). Ce système a été installé ou amélioré par le projet.
 - . Dans le second groupe, formé du Mali, le système a été unifié, grâce à l'enquête conjointe DNSI-DNA, à laquelle le projet a contribué en apportant son appui à la DNA.
 - . Dans le troisième groupe, (Burkina, Tchad et Sénégal), le système est harmonisé au niveau des nombreux intervenants

.../...

sous la coordination du service chef de file (respectivement DEP, Service des Statistiques Agricoles, Division des Statistiques Agricoles).

- Renforcement des structures nationales compétentes pour la collecte et le traitement des données : le projet a permis à certains Services chef de file par exemple, PPMU, en Gambie, GEP au Cap-Vert, SSA en Mauritanie, DISA au Sénégal et SSA au Tchad, de mieux assumer leur responsabilité de coordinateur national des Statistiques Agricoles, en les aidant à être présents sur le terrain.
- Rôle de "catalyseur" joué par l'enquête agricole dans le processus de mise en place du dispositif : au Burlina, par exemple, "l'enquête d'envergure" conçue et coordonnée par la DEP, avec l'appui matériel et financier, entre autres, du projet, a suscité un réel engouement au sein des (ORD) (Organisme Régional de Développement). Même si toutes les phases n'ont été exécutées intégralement que dans quatre (4) ORD sur les 11, elle a jeté, pour la première fois les bases scientifiques pour la collecte des données agricoles et le suivi de campagne, et a pu intéresser les agents et responsables des ORD et d'autres structures (quelques 600 personnes ont été formées aux techniques des Statistiques Agricoles). Il en est de même au Mali où l'enquête DNSI-DNA a créé au niveau des agents des ODR et des Directions Régionales de Statistiques une émulation et une volonté renforcées de travailler en commun.

* Les faiblesses et lacunes résident dans :

- L'insuffisance des moyens humains et matériels qui limite souvent les possibilités d'intervention. En général, l'essentiel de ces moyens matériels provient du projet
- Le retard dans la mise en place de ces moyens matériels et financiers, lié aux lenteurs dans les transferts de fonds.
- Les procédures FED interdisant l'acquisition de matériel non ACP/CCE.
- Le manque par moment de motivation des agents de vulgarisation qui prennent l'enquête comme une surcharge.

.../...

- La formation sur le tas, parfois bâclée, des agents de terrain, entraîne des lenteurs et/ou des erreurs dans l'exécution des tâches.
- Le manque de contrôle dans certains cas joue directement sur la fiabilité des résultats qui laissent à désirer.

résultats

EN CONCLUSION, les techniques obtenus comparés aux coûts semblent satisfaisants dans certains pays : en effet, malgré la modestie des moyens, les dispositifs fonctionnent bien dans des pays comme la Gambie ou le Cap-Vert (où tous les frais sont supportés par le projet).

Au Sénégal et au Tchad, où l'appui du projet représente les 80 à 90 % des charges, le rapport pré-cité pourrait s'améliorer si les méthodes d'organisation du travail sont rectifiées.

En Mauritanie et au Niger, l'apport du projet, même s'il a été décisif pour la campagne, est largement inférieur aux besoins réels, à en juger par les équipements lourds (véhicules) mis en jeu.

Au Burkina et au Mali, le projet a été juste un appoint mais aussi un stimulant (cf. plus haut).

I.3.1.2. Actions entreprises au niveau de l'ECA

L'apport de l'ECA à la réalisation des enquêtes agricoles durant la campagne 1986/1987 a été en général appréciable et capital par moment, et cela, tant du point de vue matériel et financier que technique.

* Sur le plan matériel et financier, l'appui de l'ECA a été fourni dans chaque pays suivant le devis arrêté d'accord parties lors de la programmation de la phase III. Il a consisté en équipement (motos, mobylettes, voitures), matériel d'enquêtes (boussoles, rubans, jalons, machines à calculer, etc...) matériel de reproduction, fournitures

.../...

diverses, moyens de fonctionnement (carburant, pièces détachées, indemnités diverses, etc...) et de formation (indemnités, etc...).

Malgré sa faiblesse relative, il a été décisif pour les pays comme le Cap-Vert, la Gambie, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad. Au Burkina, il n'a permis que l'équipement de quelques ORD ; au Mali, il a quand même contribué à faire participer la DNA à l'enquête conjointe DNSI-DNA.

* Sur le plan technique, les pays du CILSS se subdivisaient en deux groupes : ceux où le dispositif d'enquête agricole était plus ou moins en place et ceux où il était inexistant.

Dans le premier cas (Burkina, Gambie, Mali, Mauritanie et Niger), l'ECA a procédé, sauf au Burkina, à l'évaluation du système, et a formulé des propositions d'amélioration ;

Dans le second cas (Cap-Vert, Sénégal, Tchad), elle a œuvré à la mise en place du dispositif.

Dans tous les cas, l'ECA a assuré le suivi technique, établi le bilan de fin de campagne et tracé des perspectives nouvelles.

D'une façon générale, les interventions techniques de l'ECA peuvent se résumer aux points suivants :

- Missions d'évaluation des dispositifs de la campagne 1985/86, ou de définition méthodologiques.

Par des consultations, il s'agissait soit de diagnostiquer les dispositifs existants en vue de les améliorer (Gambie, Mauritanie et Niger), soit de concevoir une méthodologie d'enquête

.../...

nouvelle (Cap-Vert, Sénégal, Tchad) (1).

- Missions de suivi de l'exécution technique des enquêtes : il s'agissait, grâce à des interventions ponctuelles et rotatives de l'ECA, d'assurer la supervision générale de l'exécution du volet agricole du programme. Elles ont permis de visiter pendant la campagne, deux à trois fois chaque pays du CILSS. A chaque passage, la mission a abordé avec les responsables nationaux concernés, les questions relatives au fonctionnement du dispositif et notamment aux obstacles rencontrés, et préconisé les voies et moyens de surmonter ces derniers, et de "rectifier le tir".

- Missions de suivi du déroulement général de la campagne.

Effectuées par les experts de l'ECA, elles ont été l'occasion de collecter toutes les informations sur le déroulement de la campagne : données météorologiques et état des cultures (phénologiques, phytosanitaires) etc...

C'est à partir de ces informations et sur la base aussi des bulletins décennaires des services agrométéorologiques des pays, et des rapports décennaires du centre AGRHYMET, qu'un bulletin mensuel de l'ECA est diffusé de Juin à octobre : cf. rapports n° 1, 2, 3, 4 et 5 du document "situation de la campagne agropastorale 1986/87 et état des cultures dans les Etats-membres".

(1) Ainsi, les missions suivantes ont été faites :

- . La mission de Mr. François ZOUNGRANA du 23 au 26 Juin 1986 en Gambie : cf. rapport "Evaluation du dispositif d'enquête agricole de gambie" - François ZOUNGRANA.
- . La mission de Mr. F. ZOUNGRANA du 21 Février au 15 Mars 1986 en Mauritanie : cf. rapport d'évaluation de l'enquête suivi-évaluation et prévision des récoltes" de la campagne 1985/86 en Mauritanie.
- . La mission de Mr. CHAROY, du 13 au 22 Janvier 1986 au Niger : cf. "Evaluation du système de suivi de la campagne agricole et de prévision de récoltes du Niger".
- . La mission de Mr. N. KEITA, du 15 février au 1er Mars 1986 au Sénégal cf. rapport "Appui à la mise en place d'un dispositif d'enquête agricole au Sénégal".
- . La mission de Mr. F. ZOUNGRANA du 15 au 22 Juillet 1986 à N'djamena cf. rapport "Appui à la mise en place d'un dispositif d'enquête agricole au Tchad".

- Missions d'évaluation préliminaire des récoltes : effectuées le 8 Septembre au 24 Octobre 1986, séparément ou conjointement par les experts de l'ECA, de la FAO et de l'AGRHYMET. Après une réunion de synthèse le 24 Octobre à Ouaga, elles ont permis de faire le point sur l'état des cultures, et de dégager une première estimation des récoltes pour l'ensemble des pays du CILSS. Les conclusions de ces missions sont à la base de l'établissement du bilan de la campagne agropastorale 1986/87, présenté au Conseil extraordinaire des Ministres du CILSS qui était organisé les 18-19 Novembre 1986 à Dakar (cf. rapport n° 5 sur "situation de la campagne agropastorale 1986/87 et état des cultures dans les Etats-Membres").
- Missions d'évaluation des dispositifs d'enquêtes agricoles de la campagne 1986/87 : à l'instar de celles effectuées en fin de campagne 1985/86, celles-ci ont fait l'évaluation globale de la méthodologie d'enquête utilisée dans les pays visités. Elles ont cerné les points forts et les lacunes des dispositifs concernés, et formulé des propositions concrètes leur permettant de fournir des données plus fiables. Ces missions d'évaluation se sont rendues dans tous les pays. Singulièrement, en Gambie (10-14 Décembre 1986) au Sénégal (14-18 Décembre 1986) et au Tchad (26 Janvier- 3 Février), l'ECA a été appuyé par Mr. MBAYE Kebé, consultant (cf. rapport de consultation de Mr. KEBE). La Guinée-Bissau a reçu la visite de Mr. KEBE : cf. rapport "Appui à la mise en place d'un dispositif d'enquête agricole en Guinée-Bissau - (9-13 Février - KEBE.

Les résultats de ces différentes missions ont servi à rédiger le document de l'ECA, D 4/87 intitulé "Sui-Evaluation de la mise en oeuvre des dispositifs d'enquêtes agricoles pendant la campagne 1986/87 dans les Etats-Membres et améliorations proposées pour la campagne prochaine".

.../...

I.3.2. Le test en vraie grandeur du système d'Alerte Précoce (SAP) au BURKINA FASO.

Le test d'un système d'Alerte Précoce réalisé dans l'ORD de Kaya avait pour but de fournir aux Etats-Membres du CILSS des éléments méthodologiques permettant une amélioration des différents systèmes de suivi de campagne et de prévision de récolte, l'objectif sous-régional étant de parvenir à une meilleure prévention des crises alimentaires.

Il a mis en oeuvre une méthodologie déjà discutée au sein des instances du projet Diagnostic Permanent dont les bases ont été fournies par le rapport G. Ancey "Projet de système d'Alerte précoce du secteur céréalier pour le Sahel" (Mars 1985). Les éléments principaux de cette méthodologie sont les suivants :

- Le suivi simultané de plusieurs indicateurs pertinents
- L'utilisation combinée d'informations qualitatives et quantitatives pour la production "d'indicateurs de synthèse"
- Le recours pour collecter ces informations à des mesures effectuées sur un échantillon restreint ainsi qu'à des interviews de producteurs ou de personnel administratif de terrain.
- L'utilisation systématique du personnel et des institutions nationales existantes.

Les objectifs poursuivis, sous-jacents à la mise en oeuvre de cette méthodologie étaient :

- . de formuler, au fur et à mesure du déroulement de la campagne, une appréciation qualitative sur la probabilité d'une crise alimentaire à court terme.
- . de fournir dans les meilleurs délais (courant Octobre) aux décideurs sahéliens et non-Sahéliens une estimation des déficits et excédents céréaliens dans les différentes zones.
- . d'obtenir par la même démarche des chiffres fiables sur les superficies, rendements, production et stocks céréaliens.
- . de s'en tenir à des moyens modestes, adaptés aux ressources des pays du Sahel.

.../...

Financé entièrement (sauf le salaire des enquêteurs par le projet), le test a été discuté par l'ORD de Kaya sous la coordination de l'Institut National de la Statistique et de la démographie (INSD).

Sous la supervision générale d'une équipe mixte Composante Nationale du Burkina-ECA, le test s'est déroulé de façon satisfaisante et, à quelques réserves près, dans les conditions de la vraie grandeur.

En regard des objectifs et de la méthodologie indiqués ci-dessus, il a fourni un certain nombre de résultats qui devraient effectivement permettre une amélioration des différents systèmes actuellement mis en oeuvre dans le Sahel. Ces résultats sont énoncés dans le document D 15/87 de l'ECA. Les points saillants sont les suivants :

- La mise en relation coordonnée d'informations principalement qualitatives concernant des paramètres bien ciblés suffit au déclenchement d'une Alerte précoce.
- La quantification dans le cadre de l'Alerte précoce est possible dans certaines limites.
- Le système testé à Kaya ne permet pas de cibler avec précision les populations ayant besoin d'aide alimentaire.
- La méthode de stratification est bien adaptée aux objectifs poursuivis.
- Les producteurs donnent une bonne appréciation qualitative de l'évolution des superficies emblavées et de la situation globale de la récolte. Mais leurs indications permettant de passer à une quantification de cette dernière ne sont pas fiables.
- La technique des comptages dans les carrés de rendement reste la seule issue et doit en conséquence être l'objet de tous les soins.
- Les structures nationales et en particulier celles de l'enclavement agricole, doivent être utilisées dans des conditions leur permettant une efficacité optimale.
- Au niveau de l'équipe centrale de coordination, la participation effective de tous les services centraux concernés s'impose comme une nécessité. Cette équipe doit bénéficier de l'appui

.../...

total de l'autorité politique, et doit être coordonnée par un chef de file unique dont une des tâches essentielles est d'instaurer entre les membres, des communications "faciles" de type réseau.

En somme, la réalisation de ce test, fondé sur une méthodologie et une conception qui sortent des chemins battus constitue en elle-même une victoire du projet. Les résultats obtenus, globalement satisfaisants rendent le succès encore plus méritoire.

I.3.3. Le suivi pastoral au Mali

Ce volet consiste à réaliser un test sur les méthodes de suivi pastoral au Mali selon deux cas : le suivi général et le suivi local. Le suivi général sera basé sur l'exploitation des données agrométéorologiques nationales dans le but de constituer un dispositif d'Alerte. Le suivi local, par contre, sera effectué à partir des relevés agrostologiques en vue de faire une évaluation des pâturages.

La méthodologie a été conçue par la Direction Nationale de l'Elevage (DNE) du Mali ; cf. document "Méthodes de surveillance continue des Ecosystèmes Pastoraux au Mali".

: Le suivi fait appel à différentes méthodes selon la région : relevés agrostologiques, télédétection, relevés cartographiques.

L'action a démarré en Début Septembre 1986, exécutée et coordonnée par la Direction nationale de l'Elevage.

Le projet a pris en charge le financement relatif aux relevés agrostologiques et cartographiques (équipement, fonctionnement et formation). Au moment de la rédaction du présent document, le bilan de l'opération était en cours d'élaboration. Cependant, les résultats provisoires obtenus n'autorisent pas à tirer des conclusions, eu égard aux difficultés liées au démarrage tardif du test (cf. document D 5/87 "Suivi-Evaluation du Programme Elevage phase III").

.../...

I.4. CONTRIBUTION A UNE PLUS GRANDE COMPREHENSION DU SYSTEME ALIMENTAIRE PAR LA MISE EN OEUVRE D'ENQUETES LEGERES (MARCHES DES CEREALES ET DU BETAIL).

Le marché constitue un lieu privilégié d'observation des paramètres du système alimentaire, puisqu'il est par définition au carrefour de la production, de la consommation, des importations, des exportations, etc...

Aussi, s'est-il agi pour le projet, de développer sa recherche de méthodologies d'enquêtes légères sur les marchés des céréales et du bétail.

I.4.1. Marchés céréaliers

Des activités touchant à ce volet du programme de phase III, ont été développées dans certains pays, par les services nationaux compétents, avec, dans la plupart des cas, l'appui de l'ECA.

I.4.1.1. Actions entreprises par les Composantes Nationales

Durant la campagne de commercialisation en cours, seuls le Burkina, la Gambie, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal ont entrepris des actions portant sur le marché céréalier.

- En Gambie, au Niger et au Sénégal, l'enquête sur le marché céréalier a été réalisée en général à partir du dispositif d'enquête agricole. Ainsi, en Gambie, l'enquête "Agricultural Market News" se déroule bien et les données continuent à parvenir à Banjul en vue d'un traitement informatisé. Par contre, le "Suivi des cours de crue" au Niger et l'enquête "prix au producteur" du Sénégal, connaissent quelques difficultés du fait de la faiblesse des moyens pour les réaliser.

.../...

- En Mauritanie, l'enquête projetée n'a toujours pas démarré, malgré l'appui de l'ECA pour la définition méthodologique.

- Au Burkina, la Composante Nationale et l'ECA ont conjugué leurs efforts pour mettre au point en Mars 1986, un programme cohérent d'enquêtes et d'études à réaliser. Ce programme, issu d'un travail collectif (DEP, INSD, OFNACER, CILSS) de deux semaines (avec l'appui de deux Consultants) couvre neuf(9) opérations d'informations sur l'ensemble du marché céréalier de la production à la consommation. Ces différentes opérations intégrées sont :

- . Opération 1 : Evaluation des productions par zones
- . Opération 2 : Cartographie des zones déficitaires et excédentaires
- . Opération 3 : Comportement des producteurs
- . Opération 4 : Identification des circuits de commercialisation et des opérateurs.
- . Opération 5 : Stratégie des commerçants
- . Opération 6 : Etude des marchés
- . Opération 7 : Quantification des flux
- . Opération 8 / Suivi des flux extérieurs des céréales
- . Opération 9 : Approche des choix des consommateurs.

Au moment de l'élaboration du présent document, sept (7) opérations sur les neuf (9) étaient en cours d'exécution. Parmi elles, "l'enquête marché", seule opération financée par le projet, démarrée en Novembre 1986, a commencé à sortir les résultats des dix premières semaines d'une enquête nationale sur 27 marchés : cf. "Système d'information sur le marché des céréales : opération 6", introduit par le document D 18/87 de l'ECA intitulé : "Situation du système d'information sur le marché céréalier au Burkina"- Mars 1987.

Le processus mis en place au Burkina, demeure exemplaire de la concertation coordonnée de toutes les parties concernées, partant des besoins exprimés, et adoptant une démarche globale (associant macro et micro-économies), a créé un cadre dans lequel tous les efforts d'investigation présents et futurs doivent se fondre pour permettre l'élaboration d'un diagnostic du marché céréalier.

.../...

Le rôle rempli par l'ECA dans cette dynamique a été capital.

I.4.1.2. Actions entreprises par l'ECA

L'intervention de l'ECA a revêtu deux formes : matérielle/ financière et technique.

* Sur le plan matériel et financier en Gambie et au Niger, l'ECA a, dans le cadre du dispositif d'enquête agricole fourni un complément matériel et financier au chef de file, pour lui permettre d'exécuter des tâches pour la collecte des données sur le marché. De même au Burkina, l'ECA a financé "l'enquête marchés".

* Sur le plan technique, l'ECA a envoyé deux missions au Burkina, et une en Mauritanie, pour aider les Composantes nationales à bâtir leur système d'information sur les marchés céréalier :

- Les deux missions conjointes, du 7 au 24 Mars 1986, de J. EGG et J.P. MINVIELLE au Burkina ont été l'occasion, de "pouvoir prendre le problème globalement et de le traiter jusque dans ses aspects précis, autrement dit, de poser le problème dans le cadre macro-économique de s besoins d'information pour la définition et la conduite de la politique céréalière et de descendre, par étapes successives, jusqu'aux méthodologies et questionnaires d'enquêtes". Les résultats de ces missions sont contenus dans les rapports "Approche macro-économique d'un système d'information sur le marché des céréales au Burkina Faso" de J. EGG, et "Systèmes d'information sur les marchés des céréales au Burkina Faso" de J.P. MINVIELLE.
- Mission de Mr. NDOYE, du 4 au 14 Avril 1986 en Mauritanie pour appuyer le service des Statistiques Agricoles : elle a permis la mise au point d'un système d'enquêtes légères, ayant pour but de fournir aux responsables de la politique céréalière de Mauritanie, les données indispensables à la connaissance du marché céréalier.

L'accent a été mis, en particulier, sur l'influence des céréales importées sur le niveau des prix, et sur l'influence des transactions transfrontalières entre le Sénégal et la Mauritanie (cf. document "rapport de consultation pour appuyer le service des Statistiques Agricoles de Mauritanie" - NDOYE).

A travers les deux missions au Burkina, l'ECA a réalisé une des fonctions les plus importantes du projet : "partir des besoins des services nationaux, apporter à ces derniers un soutien qui puisse à la fois débloquer la situation, constituer des synergies (entre les actions des uns et des autres) et fournir un apport (en plus) sur le plan méthodologique".

Dans le déroulement des opérations programmées, l'ECA a eu, en relation avec le Chef de file, à effectuer un suivi technique très rapproché, assorti d'un contrôle assez rigoureux, eu égard à l'importance de l'enjeu.

I.4.2. Marchés à bétail

Il s'agissait ici d'entreprendre des enquêtes en vue d'améliorer la connaissance des informations relatives à la commercialisation du bétail. Les éléments à déterminer sont :

- . Le volume des transactions sur la base des effectifs présentés et vendus
- . La structure des animaux vendus
- . Les origines et destinations des animaux vendus
- . Les prix et le poids des animaux vendus.

Pour atteindre ces objectifs, l'ECA, sur demande de certains pays, a défini une première approche méthodologique du suivi des marchés à bétail décrite dans le document "Programme d'Elevage de III^e phase" présenté aux 3^{èmes} réunions du Comité technique et de Concertation

.../...

Régionale. Par la suite, elle a fait élaborer en juin 1986 par une consultation du Dr. SIDIBE, un manuel d'instruction (cf. rapport "Suivi de marchés à bétail" - Dr. SIDIBE) qui a ainsi permis la mise en oeuvre de l'enquête au Mali (par l'OMBEVI), au Niger (par la DEP)- Elevage), au Sénégal et au Tchad (par la Direction de l'Elevage) cf. document D 5/87 "Suivi-Evaluation du programme Elevage phase III".

Le projet a assuré l'intégralité du financement de l'opération (équipement, formation et fonctionnement) qui tourne depuis 7 à 8 mois .

La synthèse des premiers rapports n'est pas encore élaborée, cependant, il apparaît que, l'opération contribue incontestablement au renforcement des services nationaux de Statistiques d'Elevage et qu'elle est en train de jeter les bases d'une collecte plus systématique dans ce domaine.

I.5. ACTIVITES DE FORMATION

La formation n'a pas été définie comme un axe spécifique du programme de phase III. Cependant, elle a concerné le suivi de campagne, le secteur Elevage, le suivi des marchés céréaliers et l'informatique, et cela dans tous les pays. Elle a été dispensée sous forme de séminaire ou de formation sur le "tas" avec des formateurs ambulants. Ainsi :

- Au Burkina : 600 agents répartis dans 11 ORD ont été formés aux Statistiques Agricoles, 42 personnes ont assisté au "séminaire de formation sur les Statistiques d'Elevage" (11-26 Juin 1986), et 27 agents ont été formés aux techniques d'enquêtes pour le marchés céréaliers. De même, 84 agents ont reçu une formation dans le cadre du Test SAP dans l'ORD de Kaya.
- Au cap-Vert : 12 enquêteurs et 4 superviseurs ont été formés à Praia.

.../...

- En Gambie : la formation a concerné 43 enquêteurs et superviseurs
- Au Mali : 60 enquêteurs agricoles ont reçu une formation, et 30 agents de l'OMBEVI ont participé à un séminaire sur l'enquête "suivi de marchés à bétail".
- Au Niger : 100 enquêteurs ont reçu une formation pour effectuer l'enquête agricole. De même, 25 enquêteurs ont assisté au séminaire sur l'enquête "suivi de marchés à bétail".
- Au Sénégal : la formation a concerné 200 enquêteurs et superviseurs pour l'enquête agricole et 40 enquêteurs pour le "Suivi de marchés à bétail".
- Au Tchad : la formation a concerné 90 enquêteurs et 12 superviseurs pour l'enquête agricole, et 20 enquêteurs pour le "suivi des marchés à bétail".

Par ailleurs, dans le cadre de l'équipement des Composantes Nationales en micro-ordinateurs, l'ECA a envoyé l'expert informaticien-ne du projet PRE-CRESAL pour installer les M 24 du Mali, de la Mauritanie et assurer une formation d'une semaine en logiciels (5 à 6 agents par pays sont concernés).

I.6. ACTIVITES DANS LE CADRE DU SYSTEME CILSS ET COLLABORATION AVEC DIVERSES INSTITUTIONS.

Durant la phase III, l'ECA a mené des activités diverses dans le cadre de la recherche de cohérence au sein du système CILSS et du renforcement de la collaboration avec les partenaires du projet.

I.6.1. Recherche de cohérence au sein du système CILSS

L'ECA a participé activement à l'organisation de plusieurs assises sous-régionales :

.../...

- Réunion de coordination de toutes les parties du système CILSS pouvant contribuer au SAP dans les pays membres, organisée le 6 Juin à Ouagadougou entre le projet AGRHYMET, PRE-CRESAL, INSAH, et le PLI.
- Réunion des responsables des Offices céréaliers les 27 et 28 Octobre à Bamako : organisée conjointement par les projets DIAPER et PRE-CRESAL, elle a permis de faire le bilan de commercialisation 1985/86 et d'étudier les perspectives qui se présentent pour la campagne de commercialisation 1986/87 à la lumière des premiers résultats de la campagne agropastorale 1986/87. Elle a examiné un modèle de présentation du bilan céréalier proposé par les deux projets.
- Conseil Extraordinaire des Ministres du CILSS, tenu les 18 et 19 Novembre à Dakar : il a examiné les bilans de la campagne agropastorale 1986/87 et de la campagne de commercialisation pour 1986/87/88. Elle a statué sur le bilan céréalier du Sahel et a lancé un appel à la communauté Internationale pour aider les pays du CILSS à faire face aux stocks reports et à acheter les excédents céréaliens de certains pays.
- Réunions préparatoires du colloque de Mindelo tenues les 29 et 30 Octobre 1986 à Bamako, et les 13 et 14 Septembre 1986 à Paris : elles ont arrêté les modalités pratiques du déroulement du colloque.
- Colloque de Mindelo sur les politiques céréalières dans les pays du CILSS : organisé du 1er au 7 Décembre 1986 par le CILSS et le Club du Sahel, cet important forum a dressé le bilan depuis le colloque de Nouakchott (1979) et formulé des recommandations pertinentes dans les différents domaines des politiques alimentaires, singulièrement celui de l'information.
- 2ème Réunion du Comité Technique des experts du CILSS, organisé à Ndjamena du 16 au 22 Décembre 1986. Il a préparé techniquement les dossiers du Conseil des Ministres.
- Conseil des Ministres du CILSS, les 28 -29 Janvier 1987 à Ouagadougou qui a examiné les dossiers techniques soumis à son attention et a procédé au renouvellement du mandat du Secrétaire Exécutif.

.../...

I.6.2. Actions dans le cadre du réseau de "Prévention des crises alimentaires au sahel" et collaboration avec divers partenaires.

Dans le cadre de l'animation du réseau mis en place sous l'ég du CILSS et du Club du Sahel, l'ECA a déployé beaucoup d'efforts

- Participation à la réunion des 29 et 30 Avril sur les systèmes d'Alerte Précoce : cette réunion a fait le point sur les activités multiples et multiformes développées dans le sens de mise en oeuvre des SAP dans les pays Sahéliens. Elle a déploré le manque de concertation et de coordination, et a recommandé une remise en ordre au niveau du système CILSS, et au niveau des donateurs.
- Organisation et participation aux missions conjointes CILSS/Club du sahel pour faire le point sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre des systèmes nationaux d'Alerte précoce, dans les pays du CILSS. Ces missions ont eu lieu au sénégal (15-20 Septembre 1986) et au Burkina (du 29 Septembre au 2 Octobre 1986) cf. "Systèmes d'Alerte précoce (SAP) dans les pays membres du CILSS"- ECA Octobre 1986.
- Organisation et participation aux missions conjointes DIAPER-AGRHYMET-FAO, qui se sont déroulées dans tous les pays du CILSS du 7 Septembre au 24 Octobre. Ces missions qui se sont terminées par une réunion de synthèse à Ouagadougou le 24 Octobre, ont permis une première estimation des récoltes de la campagne agricole 1986/87. Ce sont des résultats qui ont servi de base aux travaux de réunion du réseau à Paris les 13-14 Novembre 1986.
- Organisation et participation à la réunion du réseau tenue les 13 et 14 Novembre 1986 à paris : elle s'est penchée sur les premiers résultats de la campagne agropastorale et a formulé des recommandations en direction des donateurs pour aider les sahéliens à faire face aux problèmes en perspectives découlant des relatives

.../...

- Réunion de travail à Rome le 10 Novembre 1986 avec les Responsables du service d'Information et Sécurité Alimentaire de la FAO : elle a permis d'arrêter les grandes lignes des modalités d'organisation de la réunion conjointe CILSS/FAO, sur le SAP, prévue du 8 au 11 Juin 1987 à Niamey.

En dehors de ces activités dans le cadre du "réseau", l'ECA a eu à participer à deux réunions à Abidjan :

- Réunion organisée du 18 au 27 Août à Abidjan, par la CEAO, sur la Politique Agricole Commune (PAC). L'ECA a renouvelé la disponibilité du CILSS à apporter sa contribution à la réalisation de cette entreprise de longue haleine qu'est la P.A.C.
- Séminaire organisé du 22 au 26 Septembre à Abidjan par l'AID, sur les "méthodes d'évaluation des besoins alimentaires en Afrique". L'ECA a renouvelé la recommandation de la réunion des 29 et 30 Avril à Paris sur le SAP, qui insistait sur la nécessité de la concertation et de la coordination entre différents opérateurs.
- De même, l'ECA a eu à répondre à une invitation de l'Office des Statistiques des Communautés Européennes (OSCE), pour participer au séminaire qu'il a organisé du 13 au 16 Mai 1986 à Luxembourg sur le thème "La Statistique au service des Stratégies et des Politiques Alimentaires en Afrique". A cette occasion, l'ECA a exposé la démarche "Diagnostic Permanent" dans l'optique de "meilleures informations pour de meilleures politiques alimentaires".

I.7. ACTIONS POUR LA DEFINITION DE LA SUITE DU PROJET "DIAGNOSTIC PERMANENT" APRES LA PHASE IV.

Le Projet "DIAPER" viendra à terme le 31 Janvier 1988. Il s'est agi de réfléchir sur la manière de préserver les acquis et de s'en servir comme tremplin dans l'optique de l'autosuffisance et de la Sécurité Alimentaire.

.../...

La contribution de l'ECA à la réflexion pour la poursuite des actions, s'est traduite dans le document "Proposition d'action pour la mise en place d'un réseau de Diagnostic Permanent pour la Sécurité Alimentaire Régionale", élaboré par J. EGG, au terme de son appui auprès du projet du 13 au 27 Octobre 1986.

Partant de l'idée fondamentale que la Sécurité Alimentaire est "affaire de concertation", l'action proposée dans le dit document vise à "développer un système d'appui à la prise de décision des Etats-Membres en matière de Politique Agricole et Alimentaire dans un cadre régional".

Pour atteindre ce but, trois objectifs sont fixés dans le prolongement des projets actuels "DIAPER et PRE-CRESAL" :

- . "Améliorer la qualité de l'information pour la décision"
- . Développer une capacité de Diagnostic Permanent de la Sécurité Alimentaire Régionale
- . Favoriser la circulation de l'Information et la concertation des décideurs par la mise en place d'un Réseau Régional pour la Sécurité Alimentaire".

Parallèlement à ce travail du côté CILSS, le FED a entrepris par l'intermédiaire de l'OSCE, l'évaluation du projet DIAPER.

La mission d'évaluation s'est rendue dans presque tous les pays du CILSS, du 5 Décembre au 19 Février et a fait son rapport.

A partir des conclusions de ce rapport et des propositions du document de J. EGG, l'ECA et les Responsables concernés du FED, vont rédiger un document de projet à soumettre aux autorités financières.

.../...

II. **SITUATION DE L'APPUI MATERIEL ET FINANCIER**

APPORTE AUX COMPOSANTES NATIONALES

Le tableau de l'annexe 1 fournit l'appui financier apporté par l'ECA aux Composantes Nationales, pour l'exécution de leurs programme de phase III.

Le tableau de l'annexe 2, fait le récapitulatif de l'appui matériel et financier apporté par l'ECA, aux Composantes Nationales, pour les trois premières phases du projet.

III. **CONCLUSIONS GENERALES**

Durant la période écoulée (1er Février au 31 Janvier 1987), le projet "DIAGNOSTIC PERMANENT" a développé de nombreuses activités pour atteindre les objectifs définis à travers les axes de son programme de phase III. En surmontant bien des obstacles dressés sur son chemin, il a progressé dans différents domaines, notamment, dans la difficile voie de coordination et d'harmonisation des actions, ainsi que celle de recherche ou d'amélioration des méthodologies.

Des résultats positifs ont commencé à apparaître :

- Au niveau de la sensibilisation des collecteurs et décideurs et du cloisonnement de l'information, le Projet a obtenu des succès remarquables dans la mise en relation des partenaires : il a joué son rôle de "catalyseur" pour la constitution de groupe de travail entre services qui, dans d'autres contextes, s'engageraient dans des actions probablement non coordonnées de collecte de données.

.../...

Les Composantes Nationales sont pour l'essentiel, opérationnel.

- La première édition de la "Banque des Données de base sur l'Agriculture vivrière et l'Elevage" est parue. C'est le fruit d'efforts soutenus de l'ECA, depuis la collecte, jusqu'à la mise en forme, en passant par l'agrégation, la saisie et le traitement.
- Au niveau du suivi de campagne et l'évaluation des récoltes, le projet a réussi une relative harmonisation au niveau sous-régional, des méthodologies de collectes et de traitement des données des secteurs céréales et Elevage. Les dispositifs d'enquêtes agricoles des différents services nationaux, permettent un suivi national et sous-régional de campagne, relativement correct.
- Au niveau de chaque pays du CILSS, le projet a contribué à l'instauration d'un système unifié ou harmonisé de collecte de Statistiques Agricoles courantes basées sur un processus évolutif permettant un enrichissement progressif. Nul doute, la réalisation par exemple de l'enquête agricole au Sénégal et au Tchad, sous l'égide des services de Statistiques Agricoles, est à mettre à l'actif du Projet. De même, sa contribution à l'exécution de l'enquête conjointe DNSI-DNA au Mali, est loin d'être négligeable.
- Les structures nationales compétentes pour la collecte et le traitement des données ont été renforcées grâce à l'appui technique, matériel et financier du Projet.
- Malgré la modestie des moyens mis en oeuvre par le projet, certains dispositifs d'enquêtes marchent bien et produisent des résultats acceptables.
- La mise en oeuvre du "test d'un système d'Alerte Précoce (SAP) au Burkina", basé sur une méthodologie et une conception nouvelles (par rapport aux systèmes habituels), et fournissant des résultats satisfaisants, constitue une victoire du projet.

.../...

- Le Projet a joué un rôle capital dans la dynamique exemplaire instaurée au Burkina pour bâtir un système d'information sur le marché céréalier. En effet, "la concertation coordonnée de toutes les parties concernées, partant des besoins exprimés et adoptant une démarche globale associant macro et micro-économies, a créé un cadre dans lequel tous les efforts d'investigation présents et futurs doivent se fondre pour permettre l'élaboration d'un diagnostic du marché céréalier".
- Au niveau de l'Elevage, les actions test qui ont été enclenchées contribueront d'une part, à améliorer la connaissance des informations relatives à la commercialisation du bétail, d'autre part, à bâtir un système d'Alerte Précoce dans le domaine de l'Elevage.
- La coopération fructueuse avec le Club du Sahel, la FAO et d'autres Institutions, notamment dans le cadre du "Réseau de prévention des Crises Alimentaires au Sahel", ont permis au projet d'être la voix du Sahel dans les instances régionales et Internationales.

Evidemment, les différents aspects positifs évoqués ci-dessus ne doivent pas masquer les obstacles présents et futurs. Il s'agit principalement de :

- . La contradiction inhérente à la trilogie "Précocité"- Fiabilité, Moindre -Coûts", dans l'objectif d'amélioration des instruments de diagnostic permanent des secteurs céréales et élevage : il est difficile de mettre en place des dispositifs qui puissent produire à la fois des informations fiables, dans les délais rapides, et à moindre coûts.
- . La faiblesse des moyens du projet et l'insuffisance des moyens humains et matériels fournis par les Etats devant l'ampleur des tâches.
- . Les multiples problèmes d'organisation du travail et gestion des hommes et des biens, tant au niveau des

.../...

Composantes nationales que de l'ECA.

- La difficulté, voire l'ingratitude du suivi et de la coordination au niveau régional.
- Les lacunes et limites propres à l'ECA
- L'instabilité au niveau des pays des responsables des services nationaux, notamment des chefs de service, chef de file.

Au regard des efforts déployés par ce projet pour franchir les différents obstacles et accomplir les actions rappelées tout au long de ce rapport, l'espoir est permis.

Pour conclure, il faut noter que malgré les difficultés et les lacunes, le projet a obtenu des acquis qui ont accru son audience tant au niveau National que Régional, et qui contribuent au renforcement du crédit du CILSS. C'est tout à l'actif de la coopération CILSS-CCE

ANNEXE 1 : RECAPITULATIF DES COUTS DES PROGRAMMES DES COMPOSANTES NATIONALES

POUR LA PHASE III

1 000 FCFA

Actions	Pays									
	BURKINA	CAP-VERT	GAMBIE	MALI	MAURITANIE	NIGER	SENEGAL	TCHAD	TOTAL	
I										
Renforcement institutionnel et decloisonnement	1.740,0	-	-	7.700,0	-	-	-	-	9.440,00	
II										
Centrales d'information	-	-	-	-	1 000,0	-	-	-	1 000,00	
III										
Suivi campagne estimation récolte										
- Enquête annuelle production agricole	29.690,0	29.670,7	3.726,3	7.299	19.558,75	21.775,0	25.653,0	16345,235	153.717,98	
- Test alerte précoce	10.597,0	-	-	-	-	-	-	-	10.597,00	
- Enquête structures	-	-	1.008,0	-	-	-	-	-	1.008,0	
- Enquête cheptel	-	-	783,36	-	-	-	-	-	783,36	
- Suivi pastoral	-	-	-	7.550,0	-	-	-	-	7.550,0	
S/Total	40.287,0	29.670,7	5.517,66	14.849	19.558,75	21.775,0	25.653,0	16345,235	173.656,34	
IV										
Systèmes d'information										
Enquêtes légères										
- Marché céréalier	4.000,0	-	5.727,6	7.351,0	-	-	-	-	9.727,60	
- Marché bétail	-	-	-	7.351,0	-	14.752,0	6.125,0	7.197,0	35.425,00	
	4.000,0	-	5.727,6	11.351,0	-	14.752,0	6.125,0	7.197,0	45.152,60	
TOTAL	46.027,0	29.670,7	11.245,26	29.900	20.558,75	36.527,0	31.778,0	23542,235	229.248,94	

ANNEXE 11 : APPUI MATERIEL ET FINANCIER APPORTE PAR "DIAPER" AUX COMPOSANTES NATIONALES
DURANT LES TROIS PREMIERES PHASES

PAYS	MONTANT TOTAL APPUI MATERIEL ET FINANCIER EN FCFA	NATURE DU MATERIEL FOURNI
BURKINA FASO	52.925.058 F CFA	<ul style="list-style-type: none"> - 1 micro-ordinateur M24 - 1 x 504 GR DANGEL - 11 Motos - 171 Boussoles - 220 Rubans mét. - 209 Balances - Quelques pluviomètres
CAP VERT	32.136.570 F CFA	<ul style="list-style-type: none"> - 12 motos - 12 Boussoles - 12 Rubans métriques - 10 Calculatrices - 1 Photocopieuse - 1 Machine à dactylographier - 04 Armoires et étagères
GAMBIE	26.212.060 F CFA	<ul style="list-style-type: none"> - 42 Mobylettes - 6 Balances - 1 Photocopieuse
MALI	39.472.517 F CFA	<ul style="list-style-type: none"> - 1 Micro-Ordinateur M24 - 2 x R12 Break - 20 Mobylettes - 20 Placeaux - Divers équipements de bureaux - Matériaux de sites

..../....

PAYS	MONTANT TOTAL APPUI MATERIEL ET FINANCIER EN F CFA	NATURE DU MATERIEL FOURNI
MAURITANIE	41.853.286 F CFA	<ul style="list-style-type: none"> - 1 Micro-ordinateur M24 - 1 Land rover - 85 Boussoles - 85 Rubans métriques - 18 Machines à calculer - 1 Photocopieuse - 3 Machines à dactylographier
NIGER	31.102.000 F CFA	<ul style="list-style-type: none"> - 2 x 504 Familiales - 16 Mobylettes - 100 Boussoles - 50 Balances - 87 Rubans - 31 Calculatrices - 92 Machines à calculer - Quelques bureaux - 2 Calculatrices Programmables
SENEGAL	47.823.000 F CFA	<ul style="list-style-type: none"> - 1 R 12 TL - 72 Mobylettes - 82 Boussoles - 82 Rubans - 164 Jalons - 37 Calculatrices - 1 Photocopieuse - 1 Machine à dactylographier
TCHAD	33.122.235 F CFA	<ul style="list-style-type: none"> - 1 Land Rover - 12 Mobylettes - 51 Bicyclettes - 1 Photocopieuse - 95 Rubans - 2 Machines à dactylographier - 23 Balances - 1 Moto - 13 Calculatrices

ANNEXE III : LISTE DES DOCUMENTS REALISES PAR LE PROJET
DURANT LES PHASES I, II ET III
ET RELATIFS AUX RUBRIQUES SUIVANTES :

=====

- I. DISPOSITIFS DE SUIVI DE CAMPAGNE ET EVALUATION DES RECOLTES
- II. COMMERCIALISATION CEREALIERE
- III. ELEVAGE
- IV. CENTRALE D'INFORMATION
- V. REUNIONS SOUS-REGIONALES ET DOCUMENTS GENERAUX
- VI. SEMINAIRES NATIONAUX.

I. DISPOSITIFS DE SUIVI DE CAMPAGNE ET EVALUATION DES RECOLTES.

- Projet de système d'Alerte Précoce du secteur Céréale pour le Sahel/ SEDES - Mai 1985.
- Situation de la campagne agro-pastorale 1985/86 et état des cultures dans les Etats-Membres n° 1-2-3/ECA.
- Aperçu sur les Méthodologies mises en oeuvre et les résultats obtenus pour le suivi des cultures, la prévision et l'estimation des récoltes pendant la campagne agricole 1985/86/ECA Mars 1986.
- Bilan de la campagne agro-pastorale 1985/86 dans les pays du CILSS/ECA - Octobre 1986
- Test en vraie grandeur d'un système d'Alerte Précoce (SAP) dans l'ORD de Kaya/ECA Mars 1986.
- Situation de la campagne agro-pastorale 1986/87 et état des cultures dans les Etats-Membres N° 1-2-3-4-5/ECA Juin, Juillet, Août, Septembre, octobre 1986.
- Bilan de la campagne agro-pastorale 1986/87.
- Système d'Alerte Précoce (SAP) dans les Etats-Membres du CILSS et état d'avancement de leur mise en place au Burkina, au Mali, en Mauritanie, au Sénégal et au Tchad/ECA Août 1986.
- Présentation des dispositifs d'enquête existant dans les Etats-Membres pour la collecte des Statistiques Agricoles courantes D 3/87 ECA Février 1987.
- Suivi-Evaluation de la mise en oeuvre des dispositifs d'enquêtes agricoles pendant la campagne 1986/87 dans les Etats-Membres et améliorations proposées pour la campagne prochaine/ECA D4/87, Février 1987.
- Test d'un système d'Alerte précoce dans l'ORD de Kaya (Burkina) bilan méthodologique/ECA D 15/87 - Mars 1987.
- Rapport de consultation : test méthodologique proposé pour l'enquête agricole 1985/86 au Cap vert/J.P. MINVIELLE - Novembre 1985.

.../...

- Rapport de consultation sur les enquêtes menées en Gambie par le Programming, planning and monitoring Unit (P.P.M.U.)
J.P. MINVIELLE - Juin 1985.
- Evaluation du dispositif d'enquêtes agricoles de Gambie/ F. ZOUNGRANA
Juin 1986.
- Evaluation du système d'enquêtes agricoles mis en oeuvre en Gambie au cours de la campagne 1986/87 et propositions d'améliorations pour la campagne 1987/88 - KEBE- Decembre 1986.
- Appui à la mise en place d'un dispositif d'enquête agricole en Guinée-Bissau - D 1/87 KEBE - Fevrier 1987.
- Evaluation de l'enquête "Suivi-Evaluation et prévision des récoltes" de la campagne 1985/86 en Mauritanie - F. ZOUNGRANA- fevrier 1986.
- Evaluation du système de suivi de la campagne agricole et de prévision de récolte au Niger - CHARROY- Janvier 1986.
- Rapport de consultation pour l'évaluation et l'amélioration de l'enquête agricole menée au Sénégal pendant la campagne 1985/86- N. KEITA - Mars 1986.
- Evaluation du système d'enquête agricole mis en oeuvre au Sénégal au cours de la campagne 1986/87 et propositions d'améliorations pour la campagne 1987/88 - KEBE - Décembre 1986.
- Appui à la mise en place d'un dispositif d'enquête agricole au Tchad - F. ZOUNGRANA - Juillet 1986.
- Evaluation du dispositif d'enquête agricole mis en oeuvre au Tchad pendant la campagne 1986/87 et propositions d'amélioration pour la campagne 1987/88 - D 2/87 -KEBE - Fevrier 1987.

II. COMMERCIALISATION CEREALIERE

- Approche macro-économique d'un système d'information sur le marché des céréales au Burkina - J. EGG - Mars 1986.

.../...

- Système d'information sur le marché des céréales au Burkina - J.P. MINVIELLE - Mars 1986.
- Rapport de consultation pour appuyer le service des Statistiques Agricoles de Mauritanie, pour établir un système d'information sur le marché des céréales - NDOYE - Août 1986.
- Situation du système d'information pour le marché céréalier au Burkina /ECA - D 18/87 - Mars 1987.

III. ELEVAGE

- Programme d'Elevage pour la phase III/ECA - Avril 1986.
- Suivi des marchés à bétail - Dr. SIDIBE - juin 1986.
- Suivi-Evaluation du programme de phase III de l'Elevage - ECA Janvier 1987.

IV. CENTRALE D'INFORMATION

- Synthèse Régionale de l'inventaire des informations existant dans les secteurs céréales et élevage :

1. Présentation
2. Synthèses Nationales
3. Synthèse Régionale

Annexes : Tableau de synthèse par pays.

- Centrale d'information - ECA Avril 1986.
- Présentation de la Banque de Données de base sur l'Agriculture vivrière et l'Elevage - ECA D 19/87 - Mars 1987.

.../...

- Banque de Données de base sur l'Agriculture vivrière et l'Elevage ECA.

- . D6/87 - BURKINA
- . D7/87 - CAP VERT
- . D8/87 - GAMBIE
- . D 9/87 - GUINEE-BISSAU
- . D10/87 - MALI
- . D11/87 - MAURITANIE
- . D12/87 NIGER
- . D13/87 - SENEGAL
- . D14/87 TCHAD

V. REUNIONS SOUS-REGIONALES ET DOCUMENTS GENERAUX

- Compte-rendu de la 1ère réunion du Comité Technique - Ouagadougou 16 Novembre 1984 - ECA.
- Compte -rendu de la 1ère Réunion de Concertation Régionale - Ouagadougou 14-15-16 Novembre 1984 ECA.
- Programme phase I - ECA - Novembre 1984
- Programme phase II - ECA Août 1985.
- Compte rendu 2ème réunion du Comité Technique 29-30 Avril 1985.
- Compte rendu 2ème réunion de Concertation Régionale - Dakar 2-5 Mai 1985.
- Compte rendu de la réunion du Comité Technique tenue à Paris les 25, 26, 27 et 28 Février 1985.
- Programme d'activités phase III - ECA - Avril 1986.
- Compte rendu 3ème Comité Technique - Bamako 2-3 Mai 1986.
- Compte rendu de la réunion de Concertation régionale - Bamako 5-8 Mai 1986.
- Rapport d'activités 1986 de phase III ECA D16/87 - Mars 1987.
- Proposition d'action pour la mise en place d'un réseau de Diagnostic Permanent pour la Sécurité Alimentaire - J. EGG - Octobre 1986.

- Communication du projet Diagnostic permanent au séminaire de l'OSCE sur le thème "la Statistique au service des stratégies et des politiques Alimentaires en Afrique".
Luxembourg 13-16 Mai 1986.
- Différents rapports de mission de tous les experts de l'ECA.

VI. SEMINAIRES

- Séminaire de formation sur les Statistiques d'Elevage au Burkina Ouagadougou 17-26 Juin 1986/ C.N. Burkina
- Atelier national sur la collecte et le traitement des informations nécessaires sur le suivi de la stratégie alimentaire au Niger. 15-19 Décembre 1986 (C.N. du Niger).
- Séminaire présentation de l'enquête "suivi de la campagne, prévision et évaluation des récoltes en Mauritanie" - Nouakchott 21-28 Février 1986.
- Ateliers nationaux d'harmonisation des méthodologies d'enquêtes (Agriculture et Elevage) - Bamako 17-22 Mars 1986 (C.N. du Mali).
- Séminaire sur l'harmonisation des méthodologies d'enquêtes agricoles au Sénégal - Dakar : 23-24 Avril 1986 (N.N. du Sénégal).